

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

Montauban, le 05/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

LOGITIA S.A.S (ex INVIVO)

1527 route du Canal
82700 MONTBARTIER

Références : JR/2022-0935
Numéro de visite : 82-22-053
Code AIOT : 0006802618

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2022 dans l'établissement LOGITIA S.A.S (ex INVIVO) implanté Montbartier 1527 route du Canal 82700 MONTBARTIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre de l'absence de fonctionnement du système d'extinction automatique incendie pour la cellule 4/F contenant près de 500 tonnes de liquides inflammables, suite à une panne de ce système survenue le 25 juillet 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGITIA S.A.S (ex INVIVO)
- Montbartier 1527 route du Canal 82700 MONTBARTIER
- Code AIOT : 0006802618
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

Le site est un entrepôt de stockage de matières dangereuses, d'agrofournitures, de semences pour les coopératives agricoles du sud-ouest et les fournisseurs de produits du terroir.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécurité incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Moyens d'extinction	AP Complémentaire du 25/09/2009, article 6.7.3	/	Sans objet
5	Vérifications périodiques des installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	/	Sans objet
8	Vérifications périodiques du désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	/	Sans objet
2	Etat des stocks de matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9	/	Sans objet
4	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
6	Vérifications périodiques des RIA	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	/	Sans objet
7	Vérifications périodiques des extincteurs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit proposer un plan d'action afin de mettre fin à la fuite constatée sur sa réserve incendie. Suite aux observations relevées lors des contrôles annuels de son système de désenfumage et de ses installations électriques, l'exploitant doit apporter la justification que les réparations nécessaires ont été réalisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. [...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection un document listant les mesures compensatoires à mettre en oeuvre pour différents scénarios de perte d'extinction automatique (émulseur périmé, panne moteur, etc.). Dans le cas d'une panne impactant une cellule de stockage (indisponibilité partielle), les mesures compensatoires prévues sont les suivantes: <ul style="list-style-type: none">• Interdiction de travaux par point chaud• Mise en place de gardiennage lors des horaires de fermeture de Logitia. La personne doit être formée aux tâches de sécurité incendie (extincteur, RIA/PIA)• Diminution du stock de produits stockés dans la cellule impactée autant que possible ou évacuation de la totalité des produits si cela est possible. L'exploitant a contractualisé avec une société de gardiennage la présence d'un rondier SSIAP de niveau 1, pour les semaines 30 et 31. Le devis présenté par l'exploitant à l'inspection mentionne une présence humaine du lundi au vendredi de 17h00 à 07h00, et 24h/24 pour le samedi et le dimanche. L'inspection a pu constater l'arrivée du rondier sur site à 17h00. Au 29 juillet, l'exploitant avait déplacé 16% des produits de la cellule impactée vers d'autres cellules de stockage. Les stocks de la cellule 4/F sont ainsi passés de 588,620 T le 25/07/2022 à 496,497 T le 29/07/2022, puis à 485,900 T le 01/08/2022.
Observations : La perte de l'extinction automatique pour la cellule 4/F a été constatée par l'exploitant le 25 juillet 2022 lors des essais incendie. L'inspection des installations classées n'a pas été informée de cet incident par l'exploitant, elle n'a reçu l'information que le 26 juillet 2022 par un appel téléphonique du SDIS 82. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est tenu de déclarer "dans les meilleurs délais" à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement. A ce titre, l'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">- contacter l'UiD DREAL pendant les heures ouvrées ou l'astreinte CODIR de la DREAL en dehors des heures ouvrées,- transmettre un échéancier de résolution de l'incident et informer l'inspection des actions correctives mises en place,- transmettre un rapport d'incident analysant les causes de cet incident et les mesures à prendre pour éviter qu'il ne se reproduise, à partir du modèle "BARPI" : https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etat des stocks de matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, matières dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des matières dangereuses présentes dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un inventaire indiquant la nature, la quantité et la localisation (bâtiments, réservoirs, appareils, équipements, etc.) des matières dangereuses présentes, auquel est annexé un plan général des ateliers, des aires et des stockages. A minima, cet inventaire est mis à jour quotidiennement en fin de journée pour les liquides relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté un état des stock de la cellule 4/F à la date du jour de l'inspection (01/08/2022). Ce document rapporte un tonnage total de 485,9 Tonnes, dont 95,420 tonnes de produits classés au titre de la rubrique n° 4331. Un plan de masse localisant les différentes cellules sur le site a également été fourni.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/09/2009, article 6.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau et mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose a minima de : - une réserve d'eau constituée au minimum de 1000 m ³ [...]
Constats : L'inspection constate que le niveau d'eau dans la réserve incendie se situe au ras de la partie inférieure de la jauge des 1000 m ³ (repère rouge épais de 10/20centimètres). Il est attendu de l'exploitant qu'il précise si les 1000 m ³ sont atteints lorsque l'eau se situe au niveau inférieur ou supérieur de ce repère. L'exploitant déclare que sa réserve d'eau présente une fuite. Cette dernière n'a pas été jusqu'à présent localisée. La perte d'eau a été calculée par l'exploitant à 3,3 m ³ /jour. Une vérification du niveau d'eau est menée à fréquence hebdomadaire. Un complément d'eau est réalisé si nécessaire en pompant de l'eau depuis le bassin d'orage. L'exploitant explique que le niveau d'eau du bassin d'orage est désormais trop bas pour permettre la réalimentation de la réserve incendie. L'exploitant annonce qu'il va prévenir le gestionnaire d'eau de la ville (Véolia) afin d'utiliser l'eau du réseau public pour ajuster le niveau d'eau de sa réserve incendie. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre dans un délai maximum de 2 mois un plan d'action avec un échéancier de travaux, afin de garantir la disponibilité en tout instant d'un volume de réserve d'eau incendie de 1000 m ³ .
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. « Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. « Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. « La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. » Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».
Constats : La dernière vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre a été réalisée le 19/11/2021 par la société DEKRA. L'exploitant a présenté le rapport correspondant, daté du 22/11/2021, qui conclut que l'installation de protection contre la foudre est correctement maintenue en état de conformité et de conservation. L'inspection a constaté visuellement que les deux compteurs d'impact du site sont vierges de tout enregistrement de coup de foudre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Vérifications périodiques des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. [...]
Constats : La dernière vérification annuelle des installations électriques a été réalisée le 17/09/2021 par la société DEKRA. L'exploitant a présenté le rapport correspondant, daté du 04/10/2021. Ce rapport fait état de 19 observations. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre dans un délai maximum de 2 mois les documents justifiant de la levée de ces observations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Vérifications périodiques des RIA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. [...]
Constats : La dernière visite de vérification des RIA a été réalisée le 15/09/2021 par la société DESAUTEL. Le rapport présenté par l'exploitant liste des travaux à réaliser pour les RIA n°7, 8, 10 et 17. L'exploitant a présenté un bon d'intervention en date du 28/09/2021 attestant de la réalisation des travaux sur ces mêmes RIA.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Vérifications périodiques des extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. [...]
Constats : La dernière visite de vérification des extincteurs a été réalisée le 12/05/2022 par la société DESAUTEL. Le rapport présenté par l'exploitant n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Vérifications périodiques du désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. [...]
Constats : La dernière visite de vérification des installations de désenfumage a été réalisée le 15/11/2021 par la société DESAUTEL. Le rapport présenté par l'exploitant fait état de plusieurs observations. Le rapport précise notamment que le treuil n° 19 est hors service et doit être remplacé. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre dans un délai maximum de 2 mois les documents justifiant de la levée de ces observations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet